

Colloque

**« La Lorraine et l'Alsace du Moyen Age à nos jours :
Relations, Différences et Convergences**

9 et 10 novembre 2005 – Hôtel de Région – Metz

Résumés des interventions

Lorraine et Alsace de la période carolingienne au début du Saint-Empire

**Michel Parisse, Professeur émérite d'histoire médiévale
Université de Paris 1 Sorbonne**

Ces deux pays ont une origine très différente :

L'Alsace et les Alsaciens apparaissent dans les sources dès le VII^e siècle et l'Alsace est placée sous l'autorité des ducs. Elle a une définition géographique claire avec le Rhin et les Vosges d'une part, les forêts du nord et du sud d'autre part.

La Lorraine est issu d'un partage de l'empire carolingien, n'a aucune définition géographique, et correspond à l'ancienne province ecclésiastique de Trèves.

Entre les deux régions une double frontière, celle des diocèses et celle des langues.

Après le partage de Verdun (843), Lorraine et Alsace sont placées sous une autorité unique, puis se séparent rapidement ; l'Alsace est rattachée au duché d'Alémanie (puis de Souabe).

C'est peut-être à la faveur de cette unité que les églises lorraines acquièrent des terres sur le versant alsacien des Vosges pour s'y fournir en vins : les abbayes lorraines au sud, l'église de Metz au nord.

Au mouvement des Lorrains vers l'est au-delà des Vosges répondent quelques mouvements inverses : Brunon d'Eghisheim-Dabo vient à l'école capitulaire de Toul ; la maison ducale de Lorraine est dite d'Alsace.

D'une région à l'autre les relations existent : les Cisterciens de Beaupré et Haute-Seille ont des attaches en Alsace, les chanoines réguliers de Marbach, Chaumousey et Saint-Pierremont s'influencent mutuellement. Des dames nobles alsaciennes n'ignorent pas l'abbaye de Remiremont. Au moment où s'édifient partout des châteaux, les Vosges offrent d'innombrables sites fortifiables naturels. Du côté Alsacien, les forteresses des Lorrains et des Alsaciens se succèdent, surtout depuis que le duc Frédéric a pris position de plus en plus sur le versant alsacien des Vosges. Les seigneuries s'entrecroisent.

On ne saurait oublier quel rôle ont joué les vallées et les cols dans ces relations. La montagne n'est en aucun cas un obstacle ; elle se franchit aisément. Un des exemples majeurs est offert par le col de Bussange et la route de Bourgogne en Lorraine très active au XIII^e siècle.

La maison forte de Niderstinzeln (57) et les sires de Geroldseck XIV^e-XV^e siècles

**Gérard Giuliani, Maître de conférences d'histoire et d'archéologie médiévale
Université de Nancy 2**

Située entre Fénétrange et Sarrewerden, Niederstinzeln conserve les vestiges d'un édifice original. Construit dans la vallée inondable de la Sarre, il présente toutes les caractéristiques de la maison forte, forme particulière de l'habitat seigneurial fortifié au Moyen Âge. L'enquête archéologique révèle une double enceinte de fossés circulaires protégeant une plate-forme occupée par un bâtiment rectangulaire (28 m x 27,5). Les murs épais de 2 m présentent la particularité d'être arrondis aux angles et dotés d'une porte unique flanquée d'une tour demi-circulaire du côté sud. Ce plan n'a pas d'équivalent en Lorraine. Des fouilles anciennes ont permis de connaître la disposition du pont et de la barbican qui défendait l'entrée. Elles ont également livré un abondant mobilier aujourd'hui malheureusement dispersé mais dont une nouvelle étude permet d'éclaircir certains aspects de la vie quotidienne des occupants (chauffage, vaisselle, éléments métalliques du vêtement, outils, équipement du cheval et du cavalier) mais aussi leurs activités militaires illustrées par une remarquable collection de carreaux d'arbalètes et fers de trait.

Malgré une documentation écrite peu fournie et les risques de confusion avec le site voisin de Oberstinzeln, on sait que cette terre entra en possession des sires de Geroldseck, avoués des biens de l'abbaye de Marmoutier au détriment de laquelle ils constituèrent leur seigneurie tenue en fief de l'évêché de Metz. Dès la fin du XII^e siècle, ils se scindèrent en plusieurs branches et recoururent à la pratique de la coseigneurie. Au milieu du XIV^e siècle, l'un d'eux édifia une demeure fortifiée (Steinsalida : petite maison en pierre) et prit le surnom de Stentzler. À sa mort en 1364, l'évêque de Metz la revendiqua comme fief mais échoua car elle était bâtie sur une terre allodiale. Les Geroldseck restèrent seuls maîtres mais dès 1365 une des branches vendit sa part au sire de Fénétrange. L'année suivante, les coseigneurs signèrent une paix castrale qui fut reconduite par leurs successeurs jusqu'en 1477. La maison disparut de la documentation dans les dernières années du XV^e siècle ce qui confirme l'abandon que laissaient entrevoir les sources archéologiques.

Exemple caractéristique de la vie aristocratique à la fin du Moyen Âge, la maison de Niederstinzeln pose le problème de l'origine du modèle architectural dont elle est inspirée.

Saint-Hippolyte en Lorraine au Moyen Age

Pierre Pégeot, Professeur d'histoire médiévale - Université de Nancy 2

La petite ville de Saint-Hippolyte, dans le Haut-Rhin aujourd'hui, a appartenu au duc de Lorraine du Moyen Age jusqu'au XVIIIe siècle. En dehors de toute considération monographique le but de la communication est d'essayer d'expliquer les raisons qui ont entraîné cette situation singulière à propos d'une localité excentrée, sur le versant alsacien des Vosges, loin des possessions ducales. Cette situation de surcroît a exposé la localité à de nombreuses vicissitudes à la fin du Moyen Age. C'est l'occasion aussi de mettre en lumière des rapports féodaux, de seigneur à sujets.

Metz est sous l'Empire et toujours y a été ». André de Rineck, la politique et l'histoire au tournant du XV^e et du XVI^e siècle

**Madame Mireille Chazan, Professeur d'histoire médiévale
Université Paul Verlaine de Metz**

En 1300, l'historiographe de Saint-Denis affirmait que lors de la rencontre de Vaucouleurs entre Philippe le Bel et Albert d'Autriche en 1299, la frontière du royaume de France avait été repoussée jusqu'au Rhin. En septembre 1444 Charles VII et le dauphin Louis XI s'adressant aux habitants d'Epinal et de Bâle reprenaient cette affirmation. Aux envoyés de Metz, le porte parole du roi se disait capable de prouver que leurs compatriotes avaient été de tous temps sujets du roi de France, tandis que René d'Anjou revendiquait le comté de Metz. A côté de ces arguments *de jure*, les roi de France *de facto* tentent de placer Metz sous leur garde pour enfoncer un coin entre les Etats bourguignons, ceci jusqu'à la mort de Louis XI. A l'inverse, les ducs de Bourgogne ont intérêt à contrôler la ville pour assurer la liaison entre le duché et le Luxembourg. Enfin, pendant tout le XV^e siècle, la conquête de Metz est un des objectifs de la politique des ducs de Lorraine.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer André de Rineck (1444-1527) un patricien messin, qui joua un rôle politique certain de 1469 à 1525. De 1474 à 1477, il est sans doute en grande partie à l'origine du rapprochement de Metz avec Charles le Téméraire, tout en affichant une neutralité de façade notamment face aux villes de la Basse Union. Après 1477, il prend la tête d'un parti « impérial » qui s'appuie sur Maximilien de Habsbourg et qui s'oppose à un parti français suscité par Louis XI. Le soutien impérial permet à Metz de régler ses conflits avec ses voisins, le duc de Lorraine en particulier, et de sceller une alliance de 10 ans avec le Luxembourg, pour assurer aux marchands messins la liberté de passage vers le nord. Après 1500, aux heures de crise, André de Rineck continue de maintenir le cap d'une politique pro impériale.

André de Rineck a eu aussi le souci de justifier et de fonder son action sur l'histoire et le droit. En effet il est l'auteur d'un armorial général, d'un recueil de documents administratifs, historiques et juridiques qui concernent Metz et d'un traité destiné aux échevins et aux Treize dont il redoute l'inexpérience. Ce traité, achevé en 1501, est un testament politique où André de Rineck veut démontrer que Metz a toujours été d'Empire « sans nul moyen ». Dans ce but, il a compilé une chronique depuis l'origine des Francs jusqu'à Hugues Capet, complétée par des extraits du cartulaire de Saint-Pierre aux Nonnains et par la version française du *Petit cartulaire de Saint-Arnoul*. Le but est d'établir que Metz a été la capitale de l'Austrasie, un royaume qui s'étendait de la Lorraine au Rhin, et que, devenue cité impériale avec Charlemagne, à partir des Ottoniens, elle a toujours été sous l'Empire.

Après la mort du Téméraire, la nécessité de défendre l'indépendance de sa cité amena André de Rineck qui lui-même par son père était d'origine allemande, à promouvoir l'intégration de Metz dans un Empire qui affirmait sa germanité, ce qui n'allait pas forcément de soi dans une ville de langue et de culture française, soumise de multiples façons à l'attraction du royaume.

Lorrains et Alsaciens face à la bataille de Nancy

Catherine Guyon, Maître de conférences d'histoire médiévale - Université de Nancy 2

La bataille qui s'est tenue le 5 janvier 1477 près de Nancy et se termina par la mort de Charles le Téméraire et l'effondrement des ambitions bourguignonnes fut un événement majeur de l'histoire de la Lorraine et de l'Europe. Les travaux qui lui furent consacrés ont souvent insisté sur les relations entre Bourguignons et Lorrains, mais se sont moins intéressés à celles que ces derniers ont entretenues avec Alsaciens. Pourtant, les recherches de Christian Pfister, du doyen Schneider et des intervenants au colloque-anniversaire de 1977 ont davantage mis l'accent sur l'importance de l'aide apportée à René II par ses alliés Alsaciens et Suisses.

Bien qu'ayant fait partie de l'ancien royaume de Lotharingie, Lorrains et Alsaciens ont eu le plus souvent des destins séparés à partir du Xe siècle, même si des relations commerciales et des pèlerinages maintenaient des contacts réciproques. La bataille de Nancy fut donc la première grande occasion d'un rapprochement. Mais quelle place les Alsaciens ont-ils réellement tenu dans cette bataille ? le conflit a-t-il permis des relations durables entre Lorrains et Alsaciens ? Quel souvenir les historiens de ces deux régions en ont-ils gardé ?

En réalité, la participation des Alsaciens, le 5 janvier 1477, n'était pas nouvelle, puisque dès 1474 ils sont intervenus activement dans les guerres opposant Lorrains et Bourguignons. Inquiètes des menaces que le Téméraire faisait porter sur leur indépendance, les villes alsaciennes s'étaient associées à Bâle et à l'évêque de Strasbourg, en constituant la Basse-Ligue. Les premiers, les Strasbourgeois envoyèrent des troupes, des armes et de l'argent au secours des Lorrains, suivis par l'ensemble de la Basse-Ligue qui, à partir de l'été 1475, dépêcha plusieurs fois des contingents. C'est notamment grâce à des Alsaciens que Nancy assiégée fut à deux reprises défendue. Mais la participation de ceux-ci ne passa pas toujours très bien : querelles avec les Lorrains, mutinerie à Pont-à-Mousson, menaces envers René II qui n'avait pas versé leur solde, non respect du sanctuaire de Saint-Nicolas-de-Port... Lors de la bataille de Nancy, les Alsaciens se joignirent aux Suisses et aux Lorrains. Sur les 20 000 combattants réunis par René II, ils représentaient un faible contingent (2000 à 4000 hommes pour 8000 à 10 000 Suisses), mais certains de leurs chefs (Guillaume Herter, Oswald de Thierstein) jouèrent un rôle important.

Par la suite, le conflit Lorraine-Bourgogne donna lieu à une abondante production historiographique, accompagnée d'une riche iconographie, tant en Lorraine et qu'en Alsace. Pourtant, les récits présentent de notables différences. Les Alsaciens ont écrit très tôt après la bataille de violents pamphlets ainsi que des poèmes. Le plus souvent, les auteurs étaient issus de milieux populaires ; mais il s'agissait aussi de bourgeois (Hans Erhart Tuesch), de clercs (Conrad Pfettisheim) ou d'humanistes (Louis Dringenberg). Les Lorrains qui appartenaient à l'entourage ducal (Jean le Prieur, Jean Lud, Chrétien de Châtenoy, Pierre de Blarru), rédigèrent, pour leur part, des chroniques. Ils prirent la plume plus tardivement, souvent vingt ans après les événements, avec un souci très net de reconstruire l'histoire et d'exalter René II. Les Alsaciens, particulièrement virulents envers le Téméraire présenté sous les traits les plus noirs, se réjouissent ouvertement de sa mort, tandis que les Lorrains, tout en décrivant celui-ci comme un ennemi redoutable, en donnent une image assez positive, afin de souligner l'attitude chevaleresque de René II et de renforcer l'ampleur de sa victoire.

En ce qui concerne les opérations militaires, les Alsaciens s'attardent sur le rôle joué par les leurs. S'ils célèbrent René II, ils n'ont pas une très bonne opinion des Lorrains... Quant à ces derniers, ils retiennent surtout la participation des Suisses, passant pratiquement sous silence celle de leurs voisins rhénans, envers lesquels ils ne sont d'ailleurs pas tendres... A partir du XVIIe siècle, les troupes dépêchées par la Basse-Ligue sont totalement oubliées par les historiens lorrains, tandis que, de leur côté, les Alsaciens n'évoquent que rarement la bataille de Nancy, peut-être parce que les incursions des mercenaires lorrains à Saverne et à Strasbourg au XVIe siècle n'ont pas laissé de bons souvenirs...

Marignan, l'Alsace et la Lorraine

Georges Bischoff, Professeur d'histoire moderne - Université de Strasbourg II

Les faits sont peu connus : dans les semaines qui suivent la bataille de Marignan (13-14 septembre 1515), l'empereur Maximilien tente de réactiver la Sainte Ligue dirigée contre la France. Parallèlement à la contre-offensive prévue dans le nord de l'Italie (depuis la vallée de l'Adige), on envisage l'ouverture d'un second front du côté des Vosges. Le roi d'Angleterre Henry VIII se déclare prêt à financer l'opération qui n'est pas, officiellement, menée par la Maison d'Autriche mais « sous-traitée » au comte Gangolphe de Geroldseck, sur le mode de la guerre privée.

Les hostilités s'engagent en mai 1516, avec de gros moyens : pendant qu'une armée de 5000 lansquenets occupe les possessions lorraines du Val de Lièpvre et de Saint-Hippolyte, une troupe encore plus nombreuse pénètre dans le nord du duché sous la conduite de Franz von Sickingen, en longeant la Sarre. Une diversion a lieu au même moment sur les confins du Comté de Bourgogne, avec la prise de Conflans en Bassigny par des cavaliers « allemands ».

Cette première phase victorieuse se transforme en déroute faute de résistance de la part des Lorrains d'abord – il n'y a pas de véritable bataille –, faute d'argent ensuite – les subsides anglais n'arriveront jamais – et faute d'objectifs clairs – du fait des attermoissements des commanditaires. Le retour d'Antoine de Lorraine, épaulé par des contingents français aguerris, a tôt fait de disperser les « Impériaux ». Le statu quo est rétabli au bout de quelques semaines.

Cette guerre picrocholine ne se réduit pas à une promenade militaire dans le style de la *condetta*. Elle a des effets à l'échelle de l'Europe toute entière dans la mesure où elle constitue le dernier épisode des guerres de la Sainte Ligue et qu'elle est suivie d'une série de traités de paix : pour la première fois dans l'histoire du continent – et cela mérite d'être dit – on imagine une paix générale conclue dans un concert européen. Sur place, elle aboutit à un traité entre le duché de Lorraine et l'Autriche : le massif vosgien est neutralisé pour une durée de dix ans tandis que les mines d'argent, qui ont été l'un des enjeux du conflit, passent sous le contrôle effectif des Habsbourg. Enfin, la manœuvre effectuée par Antoine le Bon pour recouvrer ses terres alsaciennes peut être tenue pour une préfiguration de celle de mai 1525 contre les paysans insurgés.

Lorraine et Alsace à l'aube de la Réforme

**Francis Rapp, Professeur émérite d'histoire médiévale
Université de Strasbourg II**

A l'aube de la Réforme, c'est-à-dire pendant les deux décennies qui précédèrent ce grand événement, quelles étaient les relations entre l'Alsace et la Lorraine ? Étaient-elles de nature à faciliter la diffusion des idées nouvelles, dont l'Alsace était un foyer important, « par deçà » les Vosges ?

Les routes étaient nombreuses et les princes s'efforçaient d'y faire régner une sécurité relative. Elles étaient très fréquentées. Plus que le commerce international, qui ne faisant que traverser ou frôler nos régions, le trafic interrégional compte pour notre propos. A l'Alsace, la Lorraine fournissait du sel, de la viande, du verre, du papier et des métaux ; en échange, elle recevait du vin... et des capitaux.

Entre nos deux provinces les échanges humains étaient moins intenses que ceux qui portaient sur les marchandises. Les Lorrains qui s'établissaient en Alsace étaient peu nombreux et la plupart étaient originaires des localités germanophones. Il semble que les Alsaciens aient été moins nombreux encore à s'établir à Lorraine. Il est vrai que le Gymnase vosgien au succès duquel ils fournirent une contribution décisive représente une exception éclatante. Les canaux qu'auraient pu emprunter des courants d'idées existaient donc, mais les ducs de Lorraine, grâce aux antennes dont ils disposaient en Alsace, à Saint-Hippolyte et Thanvillé, ainsi qu'à l'observatoire précieux qu'était le baillage d'Allemagne, pouvaient surveiller attentivement ce qui se passait à l'est des Vosges.

Les conséquences de la réforme sur les rapports entre Alsace et Lorraine

**Monsieur Bernard Vogler, Professeur émérite d'histoire d'Alsace
Université de Strasbourg II**

Dans les années 1520 le succès de la Réforme protestante a profondément modifié le paysage politique et les relations entre ces deux espaces, dont aucun ne constitue alors une entité politique. L'Alsace est morcelée en plusieurs dizaines de territoires, dont douze républiques urbaines, alors que la Lorraine est divisée entre le duché et les Trois-Evêchés, trois entités qui seront réunies en une seule par les rois de France après l'annexion de 1552.

Un moment fort se situe au début de la Réforme avec la Guerre des Paysans au printemps 1525. Le duc Antoine de Lorraine, inquiet de la diffusion du soulèvement paysan en Alsace, vient écraser et massacrer les paysans lors des deux batailles de Lupstein-Saverne et de Scherwiller. Les victimes représentent environ 10% de la population alsacienne de l'époque, ce qui explique que cet épisode a durablement marqué les relations entre Alsaciens et Lorrains.

Dans les décennies suivantes, la Réforme s'est implantée dans un tiers de l'Alsace, alors que la Lorraine est demeurée catholique en bloc, abstraction faite d'une communauté minoritaire installée à Metz en 1561. Il en résulte que les espaces tendent à s'ignorer sur le plan politique, tandis que sur le plan religieux le duché de Lorraine devient un de pôles de la Contre-Réforme sur l'axe lotharingien et une frontière de catholicité. Cela explique qu'elle conserve quelques ambitions avec l'élection du cardinal Charles de Lorraine au siège épiscopal de Strasbourg (1592-1607), ce qui a suscité une guerre des évêques (1592-1604).

Parmi les conséquences, il apparaît une émigration religieuse de Lorrains protestants vers l'Alsace, dont Dominique Didier, ancêtre de la dynastie industrielle de Dietrich.

Au XVII^e siècle, la communauté protestante de Metz est éradiquée (1685), de sorte que désormais tout l'espace lorrain est entièrement catholique. Après 1650 une immigration de Lorrains en Alsace est encouragée par les autorités françaises pour peupler de francophones catholiques le Conseil Souverain et les chapitres.

Au XVIII^e siècle, les deux espaces ont peu de relations, hormis la poursuite d'une immigration lorraine qui permet de renforcer le poids du catholicisme alsacien. Ainsi le monastère du mont Sainte-Odile passe aux mains des Prémontrés lorrains.

La Réforme protestante a renforcé la séparation entre l'Alsace et la Lorraine. Le clivage religieux accentue la frontière culturelle et linguistique entre les deux espaces et freine les relations économiques.

La Guerre des Paysans en Alsace vue par Nicolas Volcyr, Historiographe du duc Antoine

Frank Muller, Professeur d'histoire moderne - Université de Nancy 2

Dans les témoignages sur la Guerre des paysans, l'œuvre de Volcyr occupe une place particulière, dans la mesure où il n'existe pas, à ma connaissance, de relation aussi précise et détaillée d'épisodes de cette guerre. Malgré la volonté hagiographique presque caricaturale de l'auteur, qui consacre une bonne partie de son ouvrage à comparer le duc Antoine à différents héros de l'Antiquité, il semble qu'un certain nombre d'informations données soit assez fiable ; on comparera à cet égard certains épisodes (Saverne, Scherwiller) avec d'autres sources. Mais la communication tentera surtout de comprendre un tel accent est mis sur le caractère de croisade du duc, héraut du catholicisme, contre les « luthériens mescreans du pays Daulsays ». En effet, Volcyr ne cesse de voir des interventions divines dans l'expédition des troupes lorraines et insiste surtout sur le danger représenté par les sectateurs de la « fausse religion » et donc du diable que sont pour lui les paysans révoltés. Cette atmosphère apocalyptique est d'autant plus à porte-à-faux, cachant les enjeux politiques réels, que les paysans alsaciens avaient visiblement des buts très pragmatiques d'amélioration de leur sort, en accord avec les Douze Articles de Souabe. La composante religieuse, surtout marqué par l'anticléricalisme, n'était certes pas absente, mais on n'y trouve guère les accents eschatologiques d'un Thomas Münzer.

Sur les chemins de Lorraine vers l'Alsace, les villes-fortes de Marsal, de Sarrelouis, de Bitche et de Phalsbourg furent-elles des villes d'étape ou des verrous ?

Hubert Collin, Conservateur général honoraire du Patrimoine

Les relations entre la Lorraine et l'Alsace furent historiquement anciennes, nombreuses et régulières. Les relations étaient commerciales (vin, bétail...) et culturelles. C'est en Lorraine, dans le personnage mythique de Garin de Lorrain, que Wolfram von Eschenbach a trouvé le modèle de Lohengrin, le Loherain-Garin bien connu. L'Alsace a servi de relais culturel.

Il a existé trois itinéraires de la Lorraine vers l'Alsace : l'itinéraire nord par Metz, Marsal et Sarrebourg ; l'itinéraire central par Toul, Nancy et Saint-Nicolas-de-Port ; l'itinéraire sud par Neufchâteau, Mirecourt, Epinal et Remiremont. L'itinéraire nord a été militarisé par la France et ses riverains furent préposés à son ravitaillement.

A partir du XVI^e siècle, la géographie politique inclina la Lorraine à devenir une zone de défense militaire de la France. Elle engendra aussi un processus de « phagocytose ». En cent années, de 1633 à 1737, la Lorraine, pays neutre, ouvert et agricole, devint un espace fortifié et français. Le processus se joua en une dizaine d'étapes.

Après l'occupation des trois Evêchés par le roi Henri II, le duc Charles III et le duc Henri II développèrent le système fortifié de la Lorraine : Nancy, La Mothe, Stenay, Marsal, Phalsbourg. Dès 1632, Louis XIII convoita le Clermontois pour contrôler les passages de l'Argonne. Le traité des Pyrénées plaça la Décapole alsacienne sous la tutelle de Louis XIV. En 1661, le traité de Vincennes ouvrit une route militaire française à travers la Lorraine et la route fit la fortune de Marsal et de Phalsbourg. La paix de Nimègue (1679) entraîna la création de Huningue, la reconstruction de Phalsbourg, la création de Longwy et de Sarrelouis, villes-fortes entièrement nouvelles. Les Réunions prononcées en 1680-1681 firent entrer la Décapole et Strasbourg dans les possessions de la Couronne. Le roi ne les abandonna jamais et la Lorraine, désormais enclavée, était condamnée à perdre un jour son indépendance. Le traité de Ryswick donna un regain d'intérêt à la place de Marsal. Cette reviviscence reçut une augmentation d'activité au moment de la guerre de Succession d'Espagne qui entraîna une troisième occupation de la Lorraine et un développement de la puissance de Sarrelouis. Devenue française en 1737, la route militaire du traité de Vincennes devint sans objet et Marsal déclina. Sous Louis XV, ce fut l'âge d'or des fortifications de Metz, la modernisation de Bitche et l'apparition du Couronné de Yütz, devant Thionville.

Les quatre places-fortes de Marsal, de Sarrelouis, de Bitche et de Phalsbourg ont été à la fois des places offensives et défensives. Elles ont été comme les baromètres de la pression française en Lorraine.

L'arrivée des Picards en Alsace et en Lorraine après la guerre de Trente Ans

Didier Hemmert, Conservateur des archives de la ville de Sarreguemines

Un mouvement migratoire d'une certaine ampleur a accompagné - voire précédé - l'avancée militaire française dans le Grand Est, au cours du XVII^e siècle. La Thiérache, partie orientale de la Picardie, a livré un contingent important de ces migrants, dont on peut suivre la trace dans l'espace lorrain tout comme en Alsace. Ce phénomène procède-t-il d'une volonté royale qui tend à inverser des rapports de force séculaires, en dernière analyse à « franciser » des contrées germanophones ? Aucun discours officiel, aucun programme politique ne va dans ce sens...

Pour y voir plus clair, il importe donc d'esquisser les modalités d'installation, d'enracinement, de « colonisation » des Picards dans les terres nouvellement conquises par le Roi. À partir d'une base de données informatisée - quelque 80000 actes relevés dans les registres de catholicité des paroisses septentrionales du département de l'Aisne avant 1700 - il est possible d'en faire une approche quantitative et d'en relever certaines originalités, notamment la création de villages ou hameaux « picards » dont le souvenir ne s'est pas totalement estompé trois cents ans après.

Loin de dédaigner la ville - surtout la cité fortifiée par Vauban, les Picards investissent prioritairement le plat pays. Ils y font preuve d'une mobilité extrême ; à cette occasion, ils tissent une sorte de toile qui quadrille l'espace. Ils deviennent un des vecteurs de la présence française en milieu rural. Sans changer les fondements de l'économie, ils apportent des usages et un savoir faire qui renouvellent des pratiques ancestrales.

L'approche visera à mettre en évidence les nombreuses ressemblances et les rares disparités des expériences menées en en deçà et au delà des Vosges.

Lumière et Christianisme : un aspect des échanges Alsace-Lorraine à la fin du 18^{ème} siècle

**Monsieur Louis Châtellier, Professeur émérite d'histoire moderne
Université de Nancy 2**

L'historien de la sensibilité religieuse sous l'Ancien Régime ne peut manquer de relever les cas exemplaires de l'Alsace et de la Lorraine. L'une fut ouverte précocement à la Réforme luthérienne; l'autre entreprit presque immédiatement une vigoureuse contre-réforme. Mieux, à l'intérieur d'une même confession- ainsi le catholicisme- tout semblait opposer les deux régions. Alors que la première (l'Alsace) vivait pleinement le catholicisme baroque du monde rhénan; l'autre, accueillante tout d'abord aux Jésuites, n'en fut pas moins marquée profondément par le jansénisme (René Taveneaux), lequel était inexistant en Alsace. Comment expliquer, dans ces conditions, le rapprochement spirituel de ces deux régions à partir du milieu du XVIII^e siècle?

Devenues l'une et l'autre provinces françaises, elles se trouvaient dans une situation plus favorable aux échanges. Par exemple, les Jésuites de la province de Champagne étaient chargés de la formation du clergé tant à l'université de Pont-à-Mousson qu'au séminaire-université de Strasbourg. Les professeurs étaient les mêmes et l'enseignement identique (cf. les cours professés). Le souci de former le même clergé était évident. Par ailleurs le rayonnement de fortes personnalités se faisait sentir de l'un et de l'autre côté des Vosges. Le jeune historien strasbourgeois, Philippe-André Grandidier s'inscrivit à la faculté de théologie de Nancy pour entendre l'enseignement des élèves de Dom Calmet. Le théosophe strasbourgeois, Frédéric-Rodolphe Salzman, fit des émules en Lorraine. Jean-Frédéric Oberlin, pasteur du Ban- de - la Roche bénéficia d'un grand rayonnement en Lorraine, grâce en particulier à l'abbé Grégoire qui appréciait beaucoup ses idées sur l'éducation.

A la veille de la Révolution, une culture chrétienne qui puisait aux sources alsacienne et lorraine, luthérienne et catholique, était sur le point de se constituer. Mais, jusqu'où ses effets se faisaient-ils sentir?

Alsace et Lorraine dans le cadre du Reichsland, 1871 – 1918

François Roth, Professeur émérite - Université de Nancy 2

Les événements de 1870 – 1871 introduisent des données nouvelles dans les relations anciennes de proximité entre l'Alsace et la Lorraine. L'annexion à l'Empire allemand entraîne la création d'une entité administrative qui réunit les territoires annexés et qui prend le nom de Terre d'Empire d'Alsace et de Lorraine. Pour les Français, c'est une association contre-nature imposée aux habitants et qui ne peut durer. Pour les allemands, c'est une solution qui permet d'administrer leur conquête et qui peut évoluer en fonction des circonstances. Les institutions du *Reichsland*, leur mode de fonctionnement et leur évolution durant les quarante huit années d'annexion sont déjà bien connues. Après les avoir situées brièvement dans la durée, mon objectif est d'examiner, dans ce cadre qui leur a été imposé, les relations entre l'Alsace et la Lorraine, les Alsaciens et les Lorrains.

Une première approche d'ordre administratif se propose de montrer comment la Lorraine est administrée à partir de Strasbourg, devenue une capitale régionale ; les hauts-fonctionnaires sont allemands principalement prussiens ; rapidement l'Alsace fournit des petits et moyens fonctionnaires qui trouvent des emplois en Lorraine. On le voit aussi dans les entreprises publiques comme les chemins de fer d'Alsace-Lorraine. Au début du vingtième siècle, cette présence est perçue comme une sorte de tutelle de l'Alsace sur la Lorraine, d'autant que l'inverse est quasiment impossible aux Lorrains. Cette situation ne se rencontre pas dans l'économie ; en dehors des banques alsaciennes qui ont des clients à Metz, les entreprises à capitaux alsaciens sont presque toutes cantonnées à l'est du département.

Une seconde approche d'ordre politique cherche à répondre à cette interrogation : l'Alsace-Lorraine peut-elle devenir un espace politique ? Au temps de la protestation, le groupe alsacien-lorrain du *Reichstag* n'a qu'une fonction administrative qui évite l'isolement. Les socialistes du SPD sont les premiers à s'organiser dans le cadre de l'Alsace-Lorraine ; dans ce contexte où le SPD est mieux implanté en Alsace, la Lorraine est une « terre de mission » où l'on envoie des candidats. L'un d'eux, Georges Weill, réussit à se faire élire député SPD de Metz en 1912. Les catholiques suivent cette voie avec la fondation à Strasbourg du Centre alsacien-lorrain. Une partie des catholiques lorrains, ceux qui sont groupés autour du quotidien *Le Lorrain*, refusent d'entrer dans un parti de type allemand dominé par les Alsaciens et fondent avec les notables conservateurs et libéraux, le Parti lorrain indépendant qui défend le particularisme lorrain pour lutter à la fois contre les progrès de la germanisation et la tutelle des Alsaciens. En 1912 est élu au suffrage universel un *Landtag* d'Alsace-Lorraine. Cette élection puis les regroupements qui s'opèrent au parlement régional de Strasbourg, favorisent incontestablement la formation d'un espace politique régional commun aux deux départements alsaciens et à la Lorraine. Ce processus qui semble en cours de réalisation, est contrarié par les succès relatifs du Parti lorrain qui est en mesure de former au *Landtag* un Groupe lorrain. Il est ensuite paralysé par la guerre durant laquelle, en cas de victoire allemande, les projets de démembrement de l'Alsace-Lorraine retrouvent une actualité.

En 1918, les « provinces perdues » redeviennent françaises ; l'Alsace-Lorraine disparaît et le Commissariat général qui gère la transition, est supprimé en 1925. Les Lorrains veulent retrouver le système départemental et renouer des liens directs avec Paris sans passer par le relais de Strasbourg. Couper la relation avec Strasbourg est moins aisé et moins rapide qu'on pouvait le croire en 1918 car, entre Alsaciens et Lorrains il y a un héritage commun à gérer. De cet héritage qui s'est progressivement réduit, diverses données ont été conservées jusqu'à nos jours.

Les Vosges alsaciennes et lorraines pendant la période du Reichsland – géographes, randonneurs et Heimatfreunde des deux côtés des Vosges...

François Igersheim, Professeur d'histoire d'Alsace - Université de Strasbourg II

« Une passion nouvelle est née parmi les hommes, celle des montagnes... Au lendemain de nos désastres, la France s'est éprise de [la géographie] et a mis à l'apprendre cette ardeur passionnée qu'elle apporte en toutes choses ; de là ce goût des voyages qui se développe de plus en plus chez nous, de là ce développement prodigieux, presque égal à celui des romans et oeuvres légères de la littérature de voyages... Tous les ans, dans les Vosges, le nombre des touristes va en augmentant. Les forêts de magnifiques sapins qui en couvrent les flancs et dont le vert sombre tranche avec les gazons émaillés de fleurs qui en couvrent les sommets, les belles et vastes prairies des vallées dont les eaux claires et abondantes animent tant d'usines, donnent aux paysages cet aspect riant, aimable, qui attirent et séduisent le touriste » (Alban Fournier. Excursions dans les Vosges. 1889).

Que l'on ouvre le guide Joanne de 1868 : l'on y part de Paris pour s'en aller vers l'Est, jusqu'à Strasbourg et à Baden, ville d'eaux et de jeux appréciée de la clientèle française! Les promenades que l'on y décrit sont celles que l'on fait autour des stations de villégiature. L'on y conseille volontiers le recours aux guides de montagne et au portage des ânes ou des mulets. Dans le guide allemand des Vosges paru en 1873, celui de Schricker, on part de l'Est, des villes de la plaine rhénane vers l'Ouest, la crête des Vosges, devenue frontière. 134 randonnées y sont décrites : elles partent toutes des gares d'un chemin de fer encore rare, et prennent en compte les « omnibus » qui peuvent mener plus loin dans les fonds de vallée.

Mais cette année-là, l'on a fondé à Saverne, le Club Vosgien/Vogesen Klub. Cette initiative d'un avocat de Saverne est immédiatement reprise à son compte par le gouvernement de Strasbourg. Seul le gouvernement peut d'abord tolérer, puis autoriser, enfin encourager cette association fédérale, qui articule un comité central élu par une assemblée générale et des sections locales avec leurs bureaux et leur programme d'activité financé par une part non négligeable d'une cotisation « fédérale ». Et par des subventions ! Et l'objet principal du Club, c'est d'abord ouvrir la montagne au public. C'est à dire tracer et baliser des chemins, dans la forêt et sur les chaumes, élaborer et proposer des itinéraires, offrir des refuges pour ceux que surprendrait le mauvais temps. Les premiers concernés et les premiers mobilisés sont les gardes forestiers des forêts domaniales. Ce sont eux qui chantent l'amour de la forêt ! Il n'est pas étonnant qu'en 1875, presque toutes les sections du Club soient présidées par des gardes généraux des Forêts ! Ils sont bientôt relayés par les professeurs des gymnases allemands : l'histoire, la culture investissent les paysages. En 1880, le président du Club peut citer les centaines de km balisés, les dizaines de nouveaux itinéraires proposés, avec de nouvelles cartes qui tiennent compte de l'essor du chemin de fer. Le Club compte alors 18 sections locales et un millier de membres. Il n'y en a pas à Mulhouse.

Le 31 décembre 1875, un groupe d'hommes a créé à Nancy une « section vosgienne » du Club Alpin Français (fondé le 2 avril 1874 à Paris). Il est composé de deux groupes : celui de Nancy, et celui de Mulhouse. Ce dernier dispose d'une vice-présidence (Auguste Thierry-Mieg) et d'un trésorier adjoint et réunit plus de la moitié des adhérents du Club Alpin de Nancy. Sur les cinquante itinéraires de randonnées que publiera le Bulletin du Club Alpin de Nancy, plus de quarante sont des itinéraires qui partent de Guebwiller, de Thann, de Wesserling ou de Masevaux, de Schirmeck et Rothau ou de Barr. Mais à Saint-Dié, un autre Alsacien, le juge de paix Gaston de Golbéry s'acharne lui aussi à faire connaître les Vosges de Saint-Dié à la

Schlucht. Dès 1876, trois Alsaciens fondent la Section d'Epinal du Club Alpin français, qui prendra le nom de Section des Hautes-Vosges, et qu'anime bientôt Docteur Alban Fournier de Remiremont (1881). Lui fera connaître les Vosges de Bruyères au Hohneck, alors que les Inspecteurs des Forêts jalonnent les montages d'Allarmont au Donon. Mais Fournier s'illustre tout particulièrement par son « Excursions dans les Vosges », publié dans le Dictionnaire départemental des Vosges. C'est peu de dire que ce républicain des Vosges ne s'entend pas avec ses voisins de Nancy (Lejeune, de Metz-Noblat) : sa section organise seule l'accueil du Congrès national du Club Alpin Français de 1887, qui doit s'engager, compte tenu de la tension franco-allemande, à la discrétion: son programme d'excursions sur 8 jours d'août 1887, accompli sous une pluie battante témoigne cependant que l'on peut faire une très belle randonnée, accessible à tous dans les Hautes Vosges, sans quitter le territoire français : on se contentera de contempler l'Alsace, de loin. Et l'on admettra qu'il ne faut pas comparer les Vosges et les Alpes. La Section des Hautes-Vosges compte à ce moment là deux groupes, celui d'Epinal qui ne dépasse pas 100 adhérents, celui de Belfort fondé en 1886, qui dépasse les 250, alors que la « Section Vosgienne » de Nancy compte en 1893 250 membres, y compris son groupe mulhousien.

Ainsi alors que le Club Vosgien dépasse en 1900 les 6000 adhérents, les sections vosgiennes du Club alpin français parviennent péniblement à 600. Les uns et les autres pratiquent prioritairement le balisage des chemins. Mais ils sont organisés très différemment et cette différence est un reflet de leur fonction sociale respective. Le Club Vosgien est organisé en sections, et rassemble désormais Allemands et Alsaciens dans une activité de loisirs et de sport de masse. Le Club Alpin s'appuie sur des Comités des promenades dont il encourage la création. Le modèle est celui de Gérardmer. La cible est « le touriste ». Sans doute, la comparaison que l'on fait entre les Vosges alsaciennes, à la signalétique harmonisée, parcourues du nord au sud par un sentier de crêtes au rectangle rouge, sur laquelle donnent des affluents de différentes couleurs, et les Vosges lorraines ou belfortaines, où seuls sont balisés les alentours des grandes stations, correspond bien à la fonction qu'assigne la population (dont on connaît mal, du côté lorrain l'implication dans la randonnée) à leurs associations de randonnées. Elles passent pourtant toutes deux à côté du développement du ski, à partir de 1892. Le CAF refuse d'écouter le capitaine Nerlinger de Belfort qui veut baliser la montagne à partir du Baerenkopf jusqu'au Bonhomme et laisse au TCF le patronage du ski dans les Vosges et de celui de l'organisation des courses d'hiver à Gérardmer. Les hôteliers ne sont pas longs à relever que l'on peut inviter les sportsmen et sportswomen à venir en hiver et à doubler leur saison. Le Vogesenklub se laisse doubler par les clubs de Vosges Trotters et Skis Clubs qui se multiplient dans les villes alsaciennes de Strasbourg, Colmar et Mulhouse que réunit une Fédération Alsacienne de Ski (1906). Il est vrai que pour les premières courses, des deux côtés des Vosges, il y a des concours réservés aux militaires, premiers adeptes de ce sport. A la fin de la période, les clubs français et alsaciens partagent les chalets et refuges de la montagne, indispensables à une époque où toute randonnée hivernale un peu plus longue implique un séjour d'une nuit dans un chalet ou une marcairie. Les offices du tourisme ou bureaux de renseignement du côté français (Gérardmer) et allemand (Munster) se concertent et coordonnent leurs efforts.

Enfin, les photographes peuvent renouveler l'image de la montagne. Dans les revues de voyage (publiées le plus souvent par les Offices du Tourisme, recueils de textes chantant les paysages) la photo en noir et blanc avait du mal à exprimer l'attrait des sombres forêts de sapins, ou même celle des chaumes verdoyantes et devait le plus souvent laisser la place à la gravure. Mais quel bonheur que les photos resplendissantes de soleil, ou au blanc du champ de neige parcouru par la trace d'une paire de skis, répond le noir du sapin, du rocher ou de la façade du refuge... Un nouveau paysage était créé, une nouvelle passion était née... Un nouvel usage de la montagne...

Le décor des maisons paysannes de l'Alsace Bossue

Monsieur Rodolphe Brodt

La maison paysanne de l'Alsace Bossue, considérée comme un compromis entre la maison lorraine et la maison alsacienne, possède un certain nombre de caractéristiques propres : une structure modulable en longueur et en hauteur, la présence d'un « Schopp » devant les locaux agricoles et, surtout, **le décor de son logis**.

1 – Vestiges antérieurs à la Guerre de Trente Ans (2 illustrations).

De l'habitat antérieur à la guerre subsistent de rares vestiges réemployés pour encadrer des baies (portes et fenêtres). Une modeste moulure finissant sur des congés constitue le sobre décor des encadrements conservés. Exceptionnellement un décor plus élaboré emprunte la moulure croisée à l'habitat urbain du bourg voisin.

2- De 1680 à 1730 : reconstruire après la guerre (5 illustrations).

Le décor, concentré sur l'encadrement de la porte d'entrée du logis, renoue avec une double tradition :

- l'une, volontiers ostentatoire, interprète librement l'architecture savante de la Renaissance (pointes de diamant, pilastres cannelés, entablements, frontons, etc...)
- l'autre, plus discrète, utilise la moulure comme décor principal. La forme du linteau et le tracé des moulures déterminent des variantes de plus en plus élaborées.

3- De 1720 à 1815 : la moulure épanouie (6 illustrations).

Le décor reste concentré sur l'encadrement de la porte du logis qui, doté d'un linteau d'imposte après 1750, prend de la hauteur. La moulure s'impose d'abord comme décor unique puis comme décor principal valorisé par un décor secondaire souvent symbolique qui évolue au gré des modes : les bases, peu à peu, se couvrent de svastikas courbes, de tulipes, de rosaces, de cœurs, d'arbres de vie ; le linteau, lui aussi, prend de la hauteur pour accueillir, au dessus des moulures, des étoiles à six branches et/ou des rinceaux ou encore les initiales puis les prénoms et noms en entier des commanditaires quand ils ne figurent pas, avec le millésime, sur une fausse clé.

4- De 1800 à 1825 : entre tradition et modernité (4 illustrations).

A partir du début du XIX^e siècle un soubassement en pierre de taille, un bandeau d'étage, une corniche sous toiture, une chaîne d'angle « droite » (comme en ville...) et une chaîne de séparation rythment la façade donnant sur l'usoir décorée quelques fois d'allèges sculptées.

Apparaissent par ailleurs, dans l'ombre de la moulure, des thèmes d'inspiration néo-classique (colonnets à chapiteaux, guirlandes, cannelures, etc...) qui se marient plus ou moins heureusement avec les thèmes traditionnels pour décorer des encadrements « transitoires ».

5- De 1820 à 1850 : le temps des « bourgeois » (6 illustrations).

La moulure disparaît et, après une période de tâtonnements, émerge un nouveau type d'encadrement particulièrement imposant littéralement envahi par le décor : rosaces ou motifs géométriques sur les bases ; losanges, médaillons feuillagés, mutules sur les montants couronnés par des « chapiteaux » en forme de pyramide à degrés renversés ; guirlandes, branchages, mutules et médaillons encore sur le front du linteau « coiffé » par une corniche ondulante.

Comment qualifier ce type d'encadrement reflétant avec ostentation la réussite d'une catégorie de paysans/propriétaires formant une véritable bourgeoisie rurale ? C'est assurément un encadrement néo-classique en raison de ses emprunts au vocabulaire classique mais sa démesure décorative n'a, quant à elle, rien de classique.....

Les industriels Alsaciens et Lorrains à Nancy après 1870-71

Hélène Sicard-Lenattier, Docteur en Histoire Contemporaine – Université de Nancy 2

Dès la signature du traité de Francfort, le 10 mai 1871, les plus clairvoyants des entrepreneurs d'Alsace-Lorraine comprirent que les circonstances allaient très rapidement leur imposer de choisir l'orientation qu'ils entendaient donner à leurs affaires. Outre les convictions qui, pour la plupart, étaient déterminantes, la position de la nouvelle frontière risquait de tarir des marchés vitaux. Chacun dut se décider en tenant compte des impératifs du moment et de la structure de son entreprise. Si beaucoup, refusant l'aventure, se soumirent au nouveau statut, d'autres préférèrent l'exil. Leur clientèle était en France, ou bien ils avaient l'espoir d'en recréer une en restant dans le contexte français. Des entreprises disposant de moyens importants choisirent de s'implanter en France, tout en gardant une partie de leur activité en territoire annexé.

Nancy, si proche de la nouvelle frontière, première grande ville de l'Est de la France, allait très rapidement attirer un grand nombre de ces entreprises. Même si la possibilité de transferts de capitaux et de matériel rendait les installations moins périlleuses, il fallut pourtant beaucoup d'efforts et les volontés conjuguées des arrivants et des autorités de la ville pour insérer les entreprises dans le paysage urbain.

L'arrivée massive concomitante d'Alsaciens et de Lorrains put fournir une main d'œuvre souvent qualifiée, nécessaire au premier démarrage, mais ne constitua qu'une partie des effectifs embauchés, leur nombre étant insuffisant pour répondre aux besoins. Le recrutement fut intense parmi la population de la ville, renforcée par une immigration nouvelle, soit rurale, soit d'autres villes moins actives.

On vit alors s'épanouir des activités très diverses, métallurgie, textile, industrie de la chaussure, tonnellerie, imprimerie, instruments de précision, verrerie, produits alimentaires, sans commune mesure avec les anciennes fabriques de la place. Vers la fin du siècle, près de 50% des entreprises industrielles étaient aux mains d'Alsaciens et de Lorrains et dans tous les domaines, les réussites furent telles que bon nombre d'entre elles pouvaient se flatter de vendre à l'étranger, exportant dans toute l'Europe et jusqu'aux Amériques.

Ces industriels qui prirent une place de plus en plus grande dans la vie locale contribuèrent à l'évolution des mentalités d'une société jusque là peu rompue aux affaires. Ils amenèrent une nouvelle conception des relations entre le patronat et les ouvriers, des innovations sociales, logement, caisses de maladie, de retraite, apprentissage.

Ils tissèrent des liens avec l'université solidement implantée grâce à l'arrivée d'une partie de celle de Strasbourg. Cette collaboration féconde fut à l'origine de la création de plusieurs écoles (brasserie, laiterie) de deux Instituts Chimique, Physique et Electrochimie et d'un Institut commercial.

Ils participèrent ainsi grandement à l'essor prodigieux de Nancy pendant la période de 1871-1914 et à la vitalité régionale, même si des moments difficiles ne manquèrent pas, apportant périodiquement des soucis et des craintes pour l'avenir, en raison des crises conjoncturelles, locales, nationales ou internationales. La première génération dut s'investir durement ; après la douloureuse décision de quitter le sol natal, elle s'était imposée comme un devoir impérieux de s'intégrer dans sa ville d'accueil et de contribuer à sa prospérité. Elle avait un défi à relever. Les fils ayant presque toujours assuré la pérennité des entreprises toutes familiales, cette deuxième génération récolta les fruits de ces engagements. Au tournant du siècle, un optimisme général apparut au vu du chemin parcouru depuis la guerre de 1870, avec l'augmentation sensible du

niveau de vie de l'ensemble de la population, un relatif confort, le plein emploi durable. Nancy, grâce à ces énergies créatrices, était devenue, à la veille de la guerre de 1914, une des premières grandes villes de France.

Les Alsaciens dans la vie politique vosgienne, 1871-1914

Monsieur Gilles Grivel, Docteur en histoire contemporaine – Lycée de Bruyères

Le département des Vosges connaît tout au long du XIX^e siècle une immigration alsacienne. Ce flux migratoire connaît un pic après la guerre de 1870-71 et l'arrivée des « optants ». Il se poursuit jusqu'à la guerre de 1914. Les Alsaciens sont particulièrement nombreux dans les villes d'Epinal, Saint-Dié et Remiremont. Ils sont d'origines géographique et religieuse diverses. Beaucoup sont industriels ou membres des professions libérales.

Ils appartiennent au monde des notables et jouent de ce fait un rôle actif dans la vie politique locale malgré l'hostilité dont ils sont parfois l'objet. Ainsi de 1892 à 1914, les trois maires successifs d'Epinal sont des Alsaciens : de 1892 à 1900, l'industriel textile Georges Juillard (1845-1936), natif de Strasbourg, de 1900 à 1911, le notaire Emile Stein (1847-1911), natif de Neuf-Brisach, et de 1911 à 1914, un autre notaire, Stanislas Merklen (1850-1914), natif de Mulhouse. Les deux derniers sont des progressistes, le premier est nettement plus à gauche. Cet exemple spinalien montre la diversité des engagements partisans des Alsaciens, qui vont de la gauche à la droite nationaliste.

Durant la période 1870-1914, quatre Alsaciens occupent dans la vie politique vosgienne un mandat plus important qu'un simple mandat municipal :

- 1) Christian Kiener (1807-1896), originaire d'Hunawihr, qui achète en 1837 une filature à Monthureux-sur-Saône, puis en 1856 un tissage à Eloyes. Il est maire d'Epinal de 1867 à 1871. Il est aussi conseiller général du canton de Monthureux et sénateur des Vosges de 1882 à 1896. Au départ conservateur libéral, il se rallie ensuite à la République.
- 2) Prosper Ancel (1846-1930), natif de Sainte Croix aux Mines qui s'est établi dans les Vosges à la suite de son mariage en 1871 avec la fille d'un industriel de Granges sur Vologne. Nationaliste, il occupe le siège de député de la 2^{ème} circonscription de Saint-Dié de 1902 à 1906.
- 3) Henri Schmidt (1874-1954), un pharmacien, dont le père, originaire du Bas-Rhin, s'est établi à Saint-Dié en 1868. Il joue un rôle central dans la mise en place du Parti radical au début du XX^e siècle dans les Vosges. Il est député de la 2^{ème} circonscription de Saint-Dié de 1906 à 1919.
- 4) Armand Lederlin (1836-1919), qui a quitté en 1871 l'Alsace pour s'établir à Thaon, près d'Epinal, où il dirige la *Blanchisserie et Teinturerie de Thaon*, un très important établissement industriel. Maire de Thaon, conseiller général de Châtel, il est favorable au Bloc des gauches et devient en 1907 président du Conseil général des Vosges. Il le demeure jusqu'à sa mort en 1919.

Un autre Alsacien joue un rôle politique important dans la vie politique vosgienne. C'est Paul Boegner (1845-1918), ami de Jules Ferry et préfet des Vosges de 1877 à 1887.

L'Alsace-Lorraine après l'Alsace-Lorraine, de 1918 à nos jours.

Histoire, mémoire... oubli.

Bertrand Hozé, Docteur en histoire contemporaine

L'expression *Alsace-Lorraine* est la traduction de l'allemand *Elsass-Lothringen* (Reichsland Elsass-Lothringen), nom donné par les Allemands à l'entité administrative que devient la région annexée en 1871. La défaite allemande de 1918 et le retour de cet espace à la France marquent la fin de l'Alsace-Lorraine en tant que réalité politique et géographique. L'expression recouvre une période historique finie, qui dure 48 ans, et évoque une réalité particulière qui est celle d'une administration allemande spécifique. Si l'on peut parler d'Alsace-Lorraine pour la période allant de 1871 à 1918, après cette date, la seule expression exacte pour évoquer ensemble ces trois départements est celle d'Alsace-Moselle.

Dès lors, comment peut-on appréhender l'Alsace-Lorraine après l'Alsace-Lorraine ? Comment peut-on étudier une entité dans une période où elle n'existe plus ?

Il faut pour se faire se placer sur le plan de la mémoire collective. Une étude historique des traces mémorielles actuelles de l'Alsace-Lorraine ouvre à mon sens de nombreuses perspectives. Des matériaux tels que les symboles, le vocabulaire, les déclarations de personnalités ou les actions de diverses institutions peuvent permettre d'étudier les survivances de l'Alsace-Lorraine et de proposer certaines explications... à cet oubli qui prend autant de temps.

L'Iconographie chrétienne des monuments aux morts en terre concordataire (Alsace et Moselle)

Jean-Noël Grandhomme, Professeur agrégé d'histoire - Université de Strasbourg II

Contrairement à la plupart des monuments aux morts de France, a-religieux, ceux d'Alsace et de Moselle sont souvent christianisés. Il faut y voir l'effet d'une législation particulière (le Concordat y est resté en vigueur après 1918) et d'une importante pression populaire dans des régions à forte pratique religieuse. La christianisation des monuments aux morts a cependant encore une autre cause. La plupart des défunts sont tombés sous l'uniforme allemand. Or, l'iconographie religieuse est neutre et offre souvent une alternative aux coqs, poilus, croix de guerre française choisis en d'autres lieux, mais qui ne correspondent pas à la réalité particulière de l'ancien Reichsland. Cette histoire fait de l'Alsace et de la Moselle un lieu de mémoire unique en France, expliquant l'aspect des monuments eux-mêmes et les singularités du culte du souvenir dans la région.

Autonomistes alsaciens et mosellans dans l'entre-deux-guerres

Chantal Metzger, Professeur d'histoire contemporaine - Université de Nancy 2

Pour la majorité des historiens, l'Alsace-Lorraine n'est pas un « tout naturel » mais une création artificielle de Bismarck. Or, en 1928, l'autonomiste Karl Roos estime, au contraire, que l'Alsace et la Lorraine forment « un tout ». Bien que l'histoire n'ait pas toujours vu les Alsaciens et les Lorrains réunis, ils ont parcouru un long chemin ensemble durant et après l'annexion. Car la crise que connaissent les trois départements après leur retour à la France, en 1918, a permis, selon Roos, de renforcer un sentiment de communauté et d'unité entre les populations des trois départements. Les partisans de l'autonomie mènent le même combat et défendent les mêmes valeurs. Insistant sur la communauté d'intérêt entre l'Alsace et la Lorraine – on n'utilise jamais l'expression Alsace-Moselle à l'époque - Roos pense qu'elle ne repose pas seulement sur une unité morale ou devenue historique, mais aussi sur une unité ethnique et surtout linguistique et culturelle, celle-ci constituant le plus solide lien entre les trois départements. S'y ajoute, selon lui, une volonté de vie commune qui s'oppose à toutes les tentatives d'oppression ou d'assimilation.

Les historiens de l'Alsace ont souvent employé le terme de malaise alsacien pour expliquer voire même désigner la période au cours de laquelle s'est formé le mouvement autonomiste. Moins connus que les leaders autonomistes alsaciens, les autonomistes lorrains ont joué un rôle non négligeable dans la vie politique de la Moselle de l'entre-deux-guerres.

Cette étude menée à partir des Archives nationales, départementales des trois départements et des Archives allemandes nous amène à nous poser plusieurs questions : Il y a bien eu parallèlement à ce malaise alsacien un malaise en Moselle mais a-t-il les mêmes causes et explique-t-il à lui seul la montée de revendications autonomistes dans ce département ? De quelle nature sont les relations entre autonomistes alsaciens et mosellans, peut-on parler de dépendance ou d'alliance entre eux ? La lutte commune menée par ces autonomistes a-t-elle ou non renforcé auprès des populations des trois départements le sentiment d'appartenir à une entité distincte du reste de la nation ?

Jean de Pange : Un Lorrain face au malaise alsacien (1918-1928)

Jean-François Thull, Doctorant, Université de Nancy 2

Homme de lettres polyglotte, historien médiéviste, aristocrate lorrain et fédéraliste européen, Jean de Pange (1881-1957) est l'un des défenseurs les plus ardents de l'idéal d'une Europe unie et du rapprochement franco-allemand dans l'entre-deux-guerres. Il fait ainsi de l'Alsace la terre-symbole de l'espérance d'une réconciliation de part et d'autre du Rhin.

Attaché à l'histoire de l'Alsace et à son peuple, Jean de Pange intervient au moment où se manifeste le malaise alsacien, apparu dans les années vingt à la faveur des incompréhensions et des maladresses des autorités françaises réinstallées depuis 1918 entre Vosges et Rhin. Jean de Pange prend la mesure de la question alsacienne, tout à la fois territoriale, administrative, linguistique, culturelle et religieuse, et se lance dans une intense activité au service des droits et libertés de l'Alsace. Rencontrant toutes les parties en présence (autonomistes, régionalistes, républicains, nationalistes), il écrit dans les journaux, publie des ouvrages, en prônant des solutions qui privilégient la concorde et la concertation, plutôt que l'affrontement partisan. Après un temps passé à la bibliothèque universitaire de Strasbourg, il s'installe en 1920 à proximité de Saverne, à la Schlettenbach, où il organise, dans sa demeure, « un salon européen », forum de réflexion et laboratoire d'idées où se rencontrent écrivains, philosophes, hommes politiques, afin de discuter et de faire mûrir ensemble les esprits dans l'optique du bien commun. Cette vision, parfois utopique, amène Jean de Pange à se heurter aux nationalismes de tous bords et à un jacobinisme obtus qui culmine en 1928, lors du procès de Colmar (le *Komplott-Prozeß*). Soumis à des influences contraires, combattu, calomnié, ostracisé, il n'a pourtant jamais cessé de croire que l'Alsace avait pour mission essentielle de créer les conditions favorables au rapprochement franco-allemand ainsi que d'élever les consciences « jusqu'à l'esprit européen ».

Enfin et surtout, ses affinités alsaciennes sont intimement liées à l'héritage lorrain qui le constitue. A ses yeux, ces deux terres sont liées par un destin singulier qui en fait, par excellence, des pays d'Entre-Deux, naturellement orientés vers un horizon supranational, vers un horizon européen.